



Précis Dalloz

# droit civil

Introduction générale

Alex Weill

Troisième édition



DALLOZ

PRÉCIS DALLOZ

*Droit (M4)*

*I 254 / 3 / 20*

# DROIT CIVIL

Introduction générale

par

**Alex WEILL**

Professeur à l'Université de Strasbourg  
Doyen honoraire de la Faculté de Droit  
et des Sciences politiques et économiques  
de Strasbourg

Correspondant de l'Institut

*I 254 / 3 / 20*

CENTRE UNIVERSITAIRE  
**Troisième Édition**  
DE TIZI-C ZOU  
BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE

**DALLOZ**

1973

# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

N. B. — Le premier chiffre renvoie au numéro, le second à la page

AVANT-PROPOS . . . . .	V
Contenu général de l'ouvrage . . . . .	VII
Plan du premier tome . . . . .	VII

1. Plan de l'introduction . . . . .	1
-------------------------------------	---

## TITRE I

### Entrée en matière

#### CHAPITRE I

##### Définition et domaine du Droit civil

2. Le Droit et les droits . . . . .	3
-------------------------------------	---

##### Section I. — *Le Droit*

3. Plan . . . . .	4
-------------------	---

§ 1. — *Caractères distinctifs de la règle de droit par rapport aux autres règles de conduite*

4. Objet des règles de conduite . . . . .	4
5. Caractères de la règle de droit . . . . .	5
6. Le Droit et les usages . . . . .	7
7. Le Droit et les règles de morale . . . . .	8
8. Insuffisance de la règle de morale. Nécessité de la règle de droit . . . . .	9
9. Le Droit et les commandements religieux . . . . .	10
10. Le Droit et la Justice . . . . .	10

§ 2. — *Rapports du Droit avec les autres sciences*

11. Le Droit est-il une science ou un art? . . . . .	12
12. Le Droit considéré comme un art . . . . .	12
13. La science du Droit . . . . .	14
14. Étendue de la science du Droit . . . . .	16
15. Rapports du Droit avec les autres sciences. Rapports avec la Philosophie . . . . .	18
16. Le Droit et les sciences sociales . . . . .	18
17. Le Droit et les sciences de la nature . . . . .	19

§ 3. — *Droit positif et Droit naturel*

18. Définitions . . . . .	20
19. Les diverses conceptions du Droit naturel . . . . .	21
20. Conception du Droit naturel en 1804 . . . . .	22
21. Critique du Droit naturel par les écoles positivistes . . . . .	23
22. Contenu du Droit naturel . . . . .	24
23. Idéal individualiste et idéal social . . . . .	25

Section II. — *Les droits subjectifs*

24. La notion de droit subjectif . . . . .	26
25. Critique du droit subjectif. La notion de situation juridique . . . . .	27
26. Conclusion. Persistance de la notion de droit subjectif. Tempéraments . . . . .	28
27. 1 <sup>o</sup> Statuts légaux. Institutions . . . . .	29
28. 2 <sup>o</sup> Abus des droits . . . . .	29

Section III. — *Le domaine du Droit civil*§ 1. — *Les divisions du Droit*

29. Fondement des divisions . . . . .	31
30. I. Droit national et Droit international . . . . .	32
31. Divisions du Droit international . . . . .	32
32. II. Droit public et Droit privé . . . . .	33
33. Le Droit public et ses divisions . . . . .	33
34. Le Droit privé et ses divisions . . . . .	34
35. Différences entre le Droit public et le Droit privé . . . . .	35
36. Critiques adressées à la distinction . . . . .	36
37. Conclusion . . . . .	37

§ 2. — *Objet du Droit civil*

38. Objet général du Droit civil . . . . .	40
39. I. Les personnes, sujets de Droit . . . . .	41
40. Personnes physiques et personnes morales . . . . .	41
41. État des personnes . . . . .	42
42. Capacité des personnes . . . . .	43
43. II. Les droits privés . . . . .	44
44. Répartition de l'enseignement du Droit civil dans le cadre des études de licence . . . . .	44

## CHAPITRE II

## Sources historiques et évolution du Droit civil français

45. Sources historiques et sources actuelles . . . . .	46
46. Droit légiféré et Droit non légiféré . . . . .	46
47. Plan . . . . .	46

Section I. — *Ancien Droit*§ 1. — *Sources*

48. Coutumes. Pays de coutume et pays de droit écrit . . . . .	47
49. Rédaction des coutumes . . . . .	47
50. Les autres sources du Droit, facteurs d'unité . . . . .	48

§ 2. — *Caractères généraux de l'ancien Droit civil*

51. Principes . . . . .	49
52. A. Personnes et famille . . . . .	49
53. B. Successions . . . . .	50
54. C. Propriété et droits réels . . . . .	51
55. D. Droit des obligations et des contrats . . . . .	52

Section II. — *Le Droit intermédiaire*

56. Tendances du Droit intermédiaire . . . . .	52
57. Tentatives de codification . . . . .	52
58. Réformes du Droit intermédiaire . . . . .	53

Section III. — *Le Code civil*§ 1. — *Confection du Code civil*

59. Élaboration du code . . . . .	53
60. Vote et promulgation . . . . .	55
61. Abrogation du Droit civil antérieur . . . . .	55

§ 2. — *Tableau des institutions fondamentales du Code civil*

62. Traits caractéristiques . . . . .	55
63. A. Droit des personnes et de la famille . . . . .	56
64. Rapports entre époux et régime matrimonial . . . . .	56
65. Rapports entre parents et enfants . . . . .	57
66. Successions . . . . .	57
67. B. Propriété et droits réels . . . . .	59
68. C. Obligations, contrats et délits civils . . . . .	60
69. Méfiance envers les personnes morales et les associations . . . . .	61
70. Libéralités . . . . .	61
71. Règles applicables à toutes les libéralités . . . . .	61
72. Règles applicables aux donations entre vifs . . . . .	62
73. Règles applicables aux testaments . . . . .	63

§ 3. — *Appréciation critique du code*

74. Succès du code en France et à l'étranger . . . . .	64
75. Ses qualités . . . . .	64
76. Critiques . . . . .	64

Section IV. — *L'évolution du Droit civil depuis 1804*§ 1. — *Le Droit civil de 1804 à 1940*

77. Facteurs de l'évolution . . . . .	66
78. Activité législative et jurisprudentielle au XIX <sup>e</sup> et au XX <sup>e</sup> siècle . . . . .	66
79. I. Droit des personnes et de la famille . . . . .	67
80. II. Successions . . . . .	67
81. III. Propriété . . . . .	68
82. IV. Contrats . . . . .	69
83. V. Responsabilité civile . . . . .	69
84. VI. Personnes morales . . . . .	70

§ 2. — *Le Droit civil pendant l'Occupation*

85. Esprit général de la législation . . . . .	70
86. Nullité de cette législation . . . . .	70

§ 3. — *Le Droit civil depuis la Libération*

87. La IV <sup>e</sup> République. Influence étatiste et socialiste . . . . .	70
88. Tableau des principales réformes . . . . .	71
89. II. La V <sup>e</sup> République . . . . .	72
90. La révision du Code civil . . . . .	74

Section V. — *Le Droit civil français en face des grands systèmes de droits contemporains*

91. Utilité de la connaissance des principaux systèmes juridiques . . . . .	75
---	----

92. Famille romano-germanique. — Généralités . . . . .	75
93. Les codifications . . . . .	76
94. Pays de common law . . . . .	76
95. Les droits socialistes . . . . .	77
96. Systèmes philosophiques ou religieux . . . . .	77

## TITRE II

## Le Droit objectif

97. Plan . . . . .	79
--------------------	----

## SOUS-TITRE I

## Le Droit légiféré

## CHAPITRE UNIQUE

## La loi

98. Définition et caractères généraux de la loi . . . . .	80
99. Plan . . . . .	81

Section I. — *Hierarchie et compétence en matière législative*§ 1. — *Hierarchie des lois*

100. Diversité des sources. Principes . . . . .	82
101. 1 <sup>o</sup> Lois constitutionnelles . . . . .	82
101 bis. 2 <sup>o</sup> Lois organiques . . . . .	83
102. 3 <sup>o</sup> Traités . . . . .	83
102 bis. Le droit communautaire . . . . .	84
103. 4 <sup>o</sup> Lois ordinaires . . . . .	86
104. 5 <sup>o</sup> Décrets ayant valeur législative . . . . .	87
105. 6 <sup>o</sup> Actes du pouvoir exécutif . . . . .	89

§ 2. — *Domaines respectifs de la loi et du règlement*

106. Principes . . . . .	90
107. Domaine réservé à la loi parlementaire . . . . .	91
108. Domaine du règlement . . . . .	92
109. Sanction de la délimitation . . . . .	93
110. Exceptions à la délimitation . . . . .	93

Section II. — *La force obligatoire de la loi*

111. Plan . . . . .	95
---------------------	----

§ 1. — *Durée de la force obligatoire de la loi*

112. Questions à résoudre . . . . .	96
-------------------------------------	----

I. — *Promulgation et publication de la loi*

113. Définitions . . . . .	96
114. A. Promulgation . . . . .	96
115. B. Publication. Évolution législative . . . . .	97
116. Législation actuelle sur la publication. Rôle du « Journal officiel » . . . . .	98
117. Publication en cas d'urgence . . . . .	98
118. Hypothèses de retard apporté à la mise en vigueur d'une loi . . . . .	99
119. Date et désignation des lois . . . . .	100
120. Erreurs commises dans la publication de la loi : valeur des errata . . . . .	100

II. — *Abrogation de la loi*

121. Abrogation expresse et abrogation tacite . . . . .	101
122. La loi peut-elle être abrogée par la désuétude? . . . . .	102

§ 2. — *L'obligation d'observer la loi*

123. Force contraignante de la loi . . . . .	103
124. Nul n'est censé ignorer la loi . . . . .	104
125. Les degrés dans la force obligatoire de la loi : lois impératives et supplétives ou interprétatives . . . . .	105

Section III. — *Domaine d'application de la loi dans l'espace et dans le temps*§ 1. — *Domaine d'application dans l'espace*

126. Solution de principe . . . . .	108
127. Législation exceptionnelle relative aux départements d'Alsace et de Lorraine . . . . .	108
128. Conflits de lois dans les rapports internationaux de droit privé . . . . .	109

§ 2. — *Domaine d'application dans le temps*

129. Position du problème. Principes . . . . .	110
--	-----

I. — *La loi n'a pas d'effet rétroactif*

130. A. Sens de la règle . . . . .	111
131. B. Justification de la règle . . . . .	112
132. C. A qui s'impose la règle . . . . .	113
133. D. Exceptions à la règle . . . . .	115

II. — *La loi nouvelle régit seule, en principe, l'avenir*

134. Difficultés soulevées par cette règle . . . . .	117
135. Théorie des droits acquis . . . . .	118
136. Premier cas : la loi nouvelle vient changer les conditions de réalisation d'un fait ou d'un acte juridique . . . . .	119
137. Deuxième cas : la loi nouvelle vient changer les conséquences d'une situation juridique. Effet immédiat . . . . .	120
138. Exception : les effets des contrats conclus antérieurement échappent à la loi nouvelle . . . . .	121
139. Intervention de l'ordre public . . . . .	123

## SOUS-TITRE II

## Le Droit non légiféré

140. Plan . . . . .	124
---------------------	-----

## CHAPITRE I

## La coutume

Section I. — *La notion de coutume*

141. Imprécision de la terminologie . . . . .	125
142. Comment un usage peut acquérir force de loi . . . . .	125
143. Qualités que doit avoir l'usage pour constituer une coutume . . . . .	126
144. Valeur respective de la loi et de la coutume . . . . .	127

Section II. — *Le rôle de la coutume dans le Droit français actuel*

145. Survivance des coutumes de l'ancien Droit . . . . .	128
146. Rôle actuel de la coutume . . . . .	128
147. Renvoi de la loi aux usages (coutume secundum legem) . . . . .	129
148. Pouvoir autonome de la coutume (coutume praeter legem) . . . . .	130
149. Connaissance et preuve de la coutume . . . . .	131
149 bis. Contrôle de la Cour de cassation . . . . .	132

## CHAPITRE II

## La jurisprudence

150. Plan . . . . .	134
---------------------	-----

Section I. — *L'organisation judiciaire*§ 1. — *Les grands principes de l'organisation judiciaire*

151. Justice publique et arbitrage privé . . . . .	134
152. La séparation des pouvoirs . . . . .	136
153. Tribunaux de l'ordre judiciaire et juridictions administratives . . . . .	137
154. Compétence . . . . .	138
155. Voies de recours . . . . .	138
156. A. Voies de recours ordinaires . . . . .	138
157. B. Voies de recours extraordinaires . . . . .	139

§ 2. — *Les tribunaux de l'ordre judiciaire*

158. Ordres de juridictions . . . . .	139
---------------------------------------	-----

## I. Juridictions du premier degré

159. Juridictions de droit commun et juridictions d'exception . . . . .	141
160. Tribunaux de droit commun : tribunaux de grande instance . . . . .	141
161. Les diverses juridictions « d'exception » . . . . .	143

## II. Juridictions d'appel

162. Les Cours d'appel . . . . .	144
----------------------------------	-----

## III. La Cour de cassation

163. A. Principes. Nécessité d'une interprétation uniforme . . . . .	145
164. Cour de cassation et juridiction d'appel . . . . .	145
165. B. Organisation de la Cour de cassation et mécanisme du pourvoi en cassation. . . . .	147
166. Évolution législative. . . . .	147
167. Système actuel . . . . .	149
168. C. Rôle de la Cour de cassation . . . . .	153

§ 3. — *Le personnel judiciaire*

169. Catégories de personnel judiciaire. . . . .	154
170. Les magistrats du siège et du ministère public . . . . .	154
171. Les auxiliaires de la justice . . . . .	156

Section II. — *La jurisprudence source de Droit*§ 1. — *Les objections possibles*

172. Séparation des pouvoirs . . . . .	160
173. Interdiction aux magistrats de prendre des dispositions d'ordre général . . . . .	160
174. Relativité de la chose jugée . . . . .	161

§ 2. — *Justification du pouvoir de la jurisprudence*

175. Rôle du juge dans sa fonction contentieuse . . . . .	161
176. Utilisation des précédents judiciaires . . . . .	163
177. Autorité des règles de droit jurisprudentielles . . . . .	165
178. La jurisprudence peut-elle modifier la loi? . . . . .	166

§ 3. — *Documents permettant la prise de connaissance de la jurisprudence*

179. Recueils de jurisprudence et fichiers d'arrêts . . . . .	167
---	-----

## CHAPITRE III

## La doctrine

180. Notion de doctrine . . . . .	169
-----------------------------------	-----

Section I. — *Rôle de la doctrine*

181. La doctrine n'est pas en France une source directe de droit. . . . .	169
182. Influence de la doctrine . . . . .	170

Section II. — *Aperçu sur la littérature juridique française*

183. Diverses sortes d'ouvrages . . . . .	170
184. Doctrine classique. . . . .	171
185. Doctrine moderne . . . . .	171

## CHAPITRE IV

## L'interprétation de la règle de Droit

186. Notion d'interprétation . . . . .	173
--	-----

Section I. — *Méthode d'interprétation*

187. Les diverses méthodes . . . . .	173
188. Méthode exégétique . . . . .	173
189. Critique de la méthode exégétique. Méthodes modernes d'interprétation . . . . .	174
190. 1 <sup>o</sup> Méthode historique ou évolutive . . . . .	175
191. 2 <sup>o</sup> Libre recherche scientifique . . . . .	175

Section II. — *Règles d'interprétation*

192. Rôle des procédés et des maximes d'interprétation . . . . .	177
193. Procédés de raisonnement logique . . . . .	177
194. Maximes traditionnelles . . . . .	179

## TITRE III

## Les droits subjectifs

195. Plan . . . . .	181
---------------------	-----

## CHAPITRE I

## Les classifications des droits et des choses

196. Plan . . . . .	182
---------------------	-----

Section I. — *Les classifications des droits*

197. Droits politiques, droits publics et droits privés . . . . .	182
198. Classification des droits privés . . . . .	183

§ 1. — *Droits patrimoniaux et droits extra-patrimoniaux*

199. Droits patrimoniaux . . . . .	183
200. Droits extra-patrimoniaux . . . . .	184

§ 2. — *Division des droits patrimoniaux*

201. Différentes catégories . . . . .	186
---------------------------------------	-----

I. — *Droits réels et droits personnels*

202. Droits réels. Notions générales . . . . .	186
203. Droits réels principaux. Le droit de propriété . . . . .	187
204. Démembrements de la propriété . . . . .	188
205. Droits personnels ou droits de créance . . . . .	188
206. Comparaison du droit réel et du droit personnel . . . . .	189
207. Exécution des obligations : égalité entre les créanciers . . . . .	191
208. Sûretés. Droits réels accessoires . . . . .	192
209. Valeur de la distinction du droit réel et du droit personnel . . . . .	192
210. Rapprochement entre les deux catégories de droits . . . . .	194

II. — *Droits intellectuels*

211. Traits caractéristiques des droits intellectuels . . . . .	195
---	-----

Section II. — *Les classifications des choses*

212. Fondement des principales distinctions des choses . . . . .	196
--	-----

§ 1. — *Classification fondée sur l'appropriation des choses et sur leur situation eu égard au commerce juridique*

213. Choses appropriées et choses sans propriétaire . . . . .	196
214. Choses dans le commerce et choses hors du commerce . . . . .	197
215. Biens appartenant aux particuliers et biens du domaine de l'État . . . . .	197
216. Domaine public . . . . .	198
217. Domaine privé . . . . .	199

§ 2. — *Classifications fondées sur l'utilisation ou le rôle économique des choses*

218. I. Choses consommables et non consommables . . . . .	199
219. II. Choses fongibles et non fongibles . . . . .	199
220. Observations communes à la consommabilité et à la fongibilité . . . . .	200
221. III. Capitaux, fruits et produits . . . . .	200

Section III. — *Meubles et immeubles*§ 1. — *Généralités*

222. Caractère fondamental de la distinction . . . . .	201
223. Origine historique . . . . .	201
224. Intérêts actuels de la distinction . . . . .	202

§ 2. — *Les immeubles*

225. Énumération . . . . .	204
226. I. Première catégorie : Immeubles par nature . . . . .	205
227. II. Deuxième catégorie : Immeubles par destination . . . . .	206
228. Conditions de l'immobilisation par destination . . . . .	207
229. Première sorte : Choses affectées au service et à l'exploitation d'un fonds . . . . .	208
230. Affectation agricole . . . . .	209
231. Affectation industrielle . . . . .	209
232. Affectation commerciale . . . . .	209
233. Affectation au service particulier d'une maison, d'un édifice quelconque . . . . .	210
234. Deuxième sorte : Choses attachées au fonds à perpétuelle demeure . . . . .	210
235. Différences entre les immeubles par nature et les immeubles par destination . . . . .	212
236. III. Troisième catégorie : Immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent . . . . .	213
237. IV. Quatrième catégorie : Immeubles par déclaration du propriétaire . . . . .	215

§ 3. — *Les meubles*

238. Diverses catégories . . . . .	216
239. Première catégorie : Meubles par leur nature (meubles corporels) . . . . .	216
240. Titres au porteur . . . . .	217
241. Deuxième catégorie : Meubles incorporels. Divers groupes . . . . .	218
242. 1 <sup>o</sup> Droits réels portant sur des meubles . . . . .	218
243. 2 <sup>o</sup> Droits de créance . . . . .	218
244. Rentes. Diverses sortes de rentes . . . . .	219
245. Les rentes dans notre ancien Droit . . . . .	219
246. Transformation du régime des rentes par le Code civil . . . . .	220
247. 3 <sup>o</sup> Parts des associés dans les sociétés : actions et intérêts . . . . .	221
248. 4 <sup>o</sup> Actions en justice mobilières . . . . .	222
249. 5 <sup>o</sup> Droits intellectuels. A. Offices ministériels . . . . .	222
250. B. Droits de propriété littéraire ou artistique . . . . .	222
251. C. Droits sur les lettres missives . . . . .	224
252. D. Droits de propriété industrielle . . . . .	224
253. E. Fonds de commerce . . . . .	225
254. Troisième catégorie : meubles par anticipation. Notion . . . . .	225
255. Applications . . . . .	226
256. Intérêts de la mobilisation par anticipation . . . . .	226

## CHAPITRE II

## Acquisition, transmission et extinction des droits

257. Faits juridiques . . . . .	227
258. Actes juridiques et faits juridiques . . . . .	227
259. Plan . . . . .	228

Section I. — *Les faits juridiques*

260. Absence de théorie générale . . . . .	228
--	-----

§ 1. — *Faits juridiques naturels et involontaires*

261. Énumération . . . . .	228
262. I. Faits se rattachant à la vie des personnes physiques . . . . .	228
263. II. Cas fortuit ou de force majeure . . . . .	229
264. III. Prescription . . . . .	229

§ 2. — *Faits juridiques volontaires*

265. Notion générale . . . . .	231
266. I. Faits générateurs de la responsabilité civile . . . . .	231
267. II. Enrichissement sans cause . . . . .	233
268. III. Gestion d'affaires . . . . .	233
269. IV. Possession . . . . .	234

Section II. — *Les actes juridiques*§ 1. — *Généralités*

270. I. Classification des actes juridiques. Énumération des divisions . . . . .	235
271. Actes unilatéraux et actes bilatéraux (ou contrats) . . . . .	235
272. Actes à titre gratuit et actes à titre onéreux . . . . .	236
273. Actes de conservation, d'administration, de disposition . . . . .	236
273 bis. Actes entre vifs et actes à cause de mort . . . . .	237
274. II. Heurt de la doctrine de l'autonomie de la volonté et des doctrines sociales . . . . .	237

§ 2. — *Conditions de validité des actes juridiques*

275. Énumération . . . . .	238
276. I. Volonté . . . . .	238
277. 1 <sup>o</sup> De qui doit émaner le consentement ? La représentation . . . . .	239
278. 2 <sup>o</sup> Quelles conditions doit remplir le consentement ? Défaut de consentement. Vices du consentement . . . . .	240
279. 3 <sup>o</sup> En quelle forme doit se manifester le consentement ? Notions historiques . . . . .	243
280. Conception du Code civil . . . . .	243
281. Différentes espèces de formes . . . . .	244
282. Renaissance contemporaine du formalisme . . . . .	245
283. II. Capacité . . . . .	247
284. III. Objet . . . . .	247
285. Influence de l'ordre public . . . . .	247
286. IV. Cause . . . . .	248

§ 3. — *Effets des actes juridiques*

287. A. Force obligatoire de l'acte juridique . . . . .	249
288. B. La relativité des effets des actes juridiques. Effet et opposabilité des actes juridiques . . . . .	249
289. A l'égard de qui se produisent les effets des actes juridiques ?	250
290. Situation des créanciers chirographaires . . . . .	252
291. Dérégations à la règle de la relativité des effets des actes juridiques . . . . .	253
292. C. Effets des actes purs et simples ou avec modalités . . . . .	255

Section III. — *Les modes d'acquisition, de transmission et d'extinction des droits*§ 1. — *Acquisition et transmission des droits*

293. Modes originaires et modes dérivés . . . . .	256
294. I. Modes originaires d'acquisition des droits (Création des droits) . . . . .	256
295. II. Modes dérivés d'acquisition des droits (transmission des droits). Dans quelle mesure les droits sont transmissibles. . . . .	256
296. Rôle de l'acte juridique et du fait juridique . . . . .	258
297. Les divers modes de transmission des droits . . . . .	258
298. Effets de la transmission. La règle « nemo plus juris » . . . . .	259

§ 2. — *Extinction des droits*

299. Généralités . . . . .	259
300. Causes d'extinction procédant de la volonté . . . . .	259
301. Causes d'extinction en dehors de la volonté . . . . .	260

## CHAPITRE III

## Patrimoine et universalités de droits

302. Généralités . . . . .	262
----------------------------	-----

Section I. — *La notion classique de patrimoine*

303. Définition et caractères du patrimoine . . . . .	263
304. A. Le patrimoine ne renferme que des rapports de droit pécuniaires . . . . .	264
305. B. Le patrimoine est une universalité juridique . . . . .	264
306. C. Le patrimoine est lié à la personne . . . . .	265
307. Critique de la théorie classique . . . . .	267

Section II. — *Théorie du patrimoine d'affectation. Les universalités juridiques autres que le patrimoine de la personne*

308. Théorie du patrimoine d'affectation . . . . .	268
309. Universalités autres que le patrimoine de la personne . . . . .	268
309 bis. L'entreprise . . . . .	271

## CHAPITRE IV

## La preuve des droits

310. Généralités et importance du problème de la preuve . . . . .	275
311. Questions à résoudre . . . . .	275
312. Textes . . . . .	276
313. Caractères des règles sur la preuve. Conventions sur la preuve . . . . .	276
314. Plan . . . . .	277

Section I. — *Principes généraux du droit des preuves*§ 1. — *Charge de la preuve*

315. Le problème. Opposition traditionnelle entre l'instance civile et l'instance pénale . . . . .	277
316. Le rôle du juge en matière de preuve dans les procès civils . . . . .	278
317. Rôle des parties . . . . .	281

§ 2. — *Objet de la preuve*

318. Distinction entre la règle de droit et le fait . . . . .	283
319. Présomptions légales. Notion . . . . .	284
320. Énumération des présomptions légales . . . . .	285
321. Force probante des présomptions légales : présomptions relatives et présomptions absolues . . . . .	286
322. Critérium de la distinction . . . . .	286

Section II. — *Les divers modes de preuve*

323. Généralités . . . . .	288
324. Plan . . . . .	288

§ 1. — *La preuve littérale*

325. Définition. Avantages de ce mode de preuve . . . . .	289
326. Classification des écrits susceptibles d'être utilisés comme preuve . . . . .	289

## I. — Les actes

327. Actes authentiques et actes sous seing privé. Définition. Plan . . . . .	290
---	-----

A. — *Différences relatives aux formalités de rédaction*

328. a) Actes authentiques. Conditions de l'authenticité . . . . .	291
329. Sanctions . . . . .	292
330. b) Actes sous seing privé Principe de la liberté . . . . .	292
331. La signature . . . . .	292
332. Actes sous seing privé soumis à des formalités spéciales . . . . .	293
333. 1 <sup>o</sup> Actes relatant des conventions synallagmatiques; formalité du « double » . . . . .	293
334. 2 <sup>o</sup> Actes constatant des promesses unilatérales de sommes d'argent ou de choses appréciables en argent : formalité du « bon pour » ou « approuvé » . . . . .	295

B. — *Différences quant à la force probante*

335. a) Les actes authentiques. Force probante particulière . . . . .	296
336. Force probante quant à l'origine de l'acte . . . . .	296
337. Force probante quant au contenu de l'acte . . . . .	297
338. b) Force probante des actes privés . . . . .	297
339. 1 <sup>o</sup> Quant à leur origine . . . . .	298
340. 2 <sup>o</sup> Quant à la foi due au contenu de l'acte . . . . .	298
341. 3 <sup>o</sup> Quant à la foi due à la date . . . . .	298
342. Comment un acte sous seing privé acquiert-il date certaine à l'égard des tiers? . . . . .	299
343. Détermination des parties et des tiers pour l'application de l'article 1328 . . . . .	299
344. Exceptions à la règle de l'article 1328. Cas dans lesquels les tiers ne sont pas admis à opposer le défaut de date certaine . . . . .	300

C. — Différences relatives à l'utilisation et à la conservation des actes	
345. a) Actes sous seing privé. Actes primordiaux et actes récognitifs . . . . .	301
346. b) Actes authentiques . . . . .	301
II. — Autres écrits signés ou non signés	
347. Énumération . . . . .	302
348. Lettres missives . . . . .	302
349. Registres et papiers domestiques . . . . .	302
350. Écritures mises sur un titre ou sur une quittance . . . . .	303
351. Livres de commerce . . . . .	303
§ 2. — <i>Le témoignage</i>	
352. Définition de la preuve testimoniale . . . . .	304
353. Historique . . . . .	304
354. Force probante du témoignage . . . . .	305
§ 3. — <i>Les présomptions</i>	
355. Présomptions légales et présomptions de fait ou de l'homme . . . . .	305
356. Présomptions de fait ou de l'homme. Notion . . . . .	305
357. Force probante . . . . .	306
358. Admissibilité . . . . .	306
§ 4. — <i>L'aveu</i>	
359. Notions générales . . . . .	306
360. Conditions de recevabilité . . . . .	307
361. I. Aveu judiciaire. Définition . . . . .	307
362. Force probante de l'aveu judiciaire . . . . .	307
363. Indivisibilité de l'aveu judiciaire . . . . .	308
364. Irrévocabilité de l'aveu judiciaire . . . . .	309
365. II. Aveu extrajudiciaire. Notion . . . . .	309
366. Force probante de l'aveu extrajudiciaire . . . . .	309
§ 5. — <i>Le serment</i>	
367. Notions générales. Diverses variétés de serments . . . . .	310
368. I. Serment décisoire. Mécanisme général . . . . .	310
369. Nature juridique du serment décisoire . . . . .	310
370. Conditions du serment décisoire . . . . .	311
371. Effets du serment décisoire . . . . .	312
372. II. Serment supplétoire. Conditions de la délation . . . . .	312
373. Différences avec le serment décisoire . . . . .	312
374. Serment en plaid ou in litem . . . . .	313

Section III. — *L'admissibilité des procédés de preuve*§ 1. — *Généralités*

375. Les deux conceptions : limitations ou liberté de la preuve . . . . .	313
376. Système de preuve en droit civil . . . . .	314

§ 2. — *Preuve des actes juridiques*

377. L'article 1341 du Code civil, règle de preuve. Primauté de la preuve écrite . . . . .	314
378. Première règle : Il doit être passé acte de toutes choses excédant la somme de 50 francs . . . . .	315
379. Deuxième règle : Interdiction de prouver par témoins contre et outre le contenu de l'écrit . . . . .	315
380. La disposition de l'article 1341 est-elle d'ordre public? . . . . .	316
381. Exceptions à la nécessité de la preuve écrite, 1 <sup>er</sup> groupe d'exceptions : autorité de l'aveu et du serment . . . . .	317
382. 2 <sup>e</sup> groupe d'exceptions : admission de la preuve par témoins ou présomptions de fait . . . . .	317
383. 1 <sup>o</sup> Opérations commerciales . . . . .	317
384. 2 <sup>o</sup> Commencement de preuve par écrit . . . . .	318
385. 3 <sup>o</sup> Impossibilité de se procurer un écrit . . . . .	319
386. 4 <sup>o</sup> Fraude à la loi . . . . .	323
387. 5 <sup>o</sup> L'acte juridique et les tiers . . . . .	323

§ 3. — *Preuve des faits juridiques*

388. Principe de la liberté de la preuve . . . . .	324
389. Exceptions : faits concernant l'état des personnes . . . . .	324

## TITRE IV

## CHAPITRE UNIQUE

## Les sanctions du droit

390. Plan . . . . .	325
---------------------	-----

Section I. — *Les diverses sanctions*

391. Existence de la sanction dans les diverses branches du Droit . . . . .	325
391 bis. Étude des sanctions civiles. Plan . . . . .	329

§ 1. — *Sanctions des actes juridiques*

392. Énumération . . . . .	329
393. I. Nullité des actes juridiques : nullités absolues et nullités relatives . . . . .	329
394. Nullité absolue et inexistance . . . . .	331
395. II. Inopposabilité. . . . .	332
396. III. Résolution . . . . .	332

§ 2. — *Sanctions des droits*

397. Énumération . . . . .	333
398. Exécution « en nature » . . . . .	333
399. Moyens de pression tendant à procurer l'exécution en nature . . . . .	335
400. Réparation par équivalent . . . . .	337
401. Peines privées . . . . .	338

Section II. — *Réalisation contentieuse des droits*

402. Généralités . . . . .	339
----------------------------	-----

§ 1. — *L'action en justice*

403. Aspects divers de l'action en justice . . . . .	339
404. Nature de l'action en justice . . . . .	340
405. Conditions d'exercice et de recevabilité de l'action en justice . . . . .	341
406. Classifications des actions . . . . .	343

§ 2. — *L'instance*

407. Généralités . . . . .	345
408. Caractères généraux de la procédure d'instance . . . . .	345
409. Notions sur le déroulement du procès civil . . . . .	348

§ 3. — *La sentence et ses effets*I. — *Notions générales*

410. Différentes sortes de décisions judiciaires . . . . .	353
411. 1 <sup>o</sup> Ordonnances, jugements, arrêts . . . . .	353
412. 2 <sup>o</sup> Décisions contentieuses et décisions gracieuses . . . . .	353
413. 3 <sup>o</sup> Jugements d'avant dire droit et jugements définitifs . . . . .	354
414. 4 <sup>o</sup> Jugements déclaratifs et jugements constitutifs . . . . .	355

II. — *Rédaction de la sentence*

415. Diverses parties de la sentence . . . . .	356
--	-----

III. — *Effets des jugements*

416. Énumération . . . . .	357
----------------------------	-----

A. — *Force exécutoire*

417. Notion générale. Conditions . . . . .	357
--	-----

B. — *Dessaisissement du juge*

418. Notion générale . . . . .	358
--------------------------------	-----

C. — *Autorité de la chose jugée*

419. a) Notion et fondement de l'autorité de la chose jugée . . . . .	359
420. b) Effets de la chose jugée . . . . .	359
421. c) Domaine de l'autorité de la chose jugée . . . . .	360
422. d) Conditions de l'autorité de la chose jugée . . . . .	361
423. 1 <sup>o</sup> Identité d'objet . . . . .	361

424. 2 <sup>o</sup> Identité de cause . . . . .	361
425. 3 <sup>o</sup> Identité de personnes. Principe de l'autorité relative de la chose jugée . . . . .	362
426. Limitations du principe de l'autorité relative de la chose jugée . . . . .	364

Section III. — *Les obligations naturelles*

427. Notion générale . . . . .	366
428. Fondement de l'obligation naturelle . . . . .	367
429. Cas d'obligation naturelle . . . . .	369
430. Effets des obligations naturelles . . . . .	371